



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 10 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MESSER FRANCE SAS**

Avenue Paul Girod  
73400 Ugine

Références : 20241120-RAP-InspectionMesserSeisme-v1  
Code AIOT : 0010700307

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement MESSER FRANCE SAS implanté Avenue Paul Girod 73400 Ugine. L'inspection a été annoncée le 20/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESSER FRANCE SAS
- Avenue Paul Girod 73400 Ugine
- Code AIOT : 0010700307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société MESSER est implantée sur la commune d'Ugine. Elle fabrique et fournit des gaz industriels à la société UGITECH voisine et notamment :

- de l'air comprimé ;
- de l'oxygène pour les fours, la décarburation de l'acier, et l'oxycoupage ;
- de l'azote et de l'argon pour l'inertage et l'AOD.

Le site est implanté dans l'emprise de l'usine UGITECH, en bordure de l'Arly.

L'unité de production est basée sur le principe de la distillation fractionnée de l'air pour produire de l'azote, de l'oxygène et de l'argon.

MESSER dispose, sur le site d'Ugine, de 10 réservoirs de stockage (voir en annexe le plan masse) :

- 1 réservoir d'oxygène gazeux (152 m<sup>3</sup>)
- 4 réservoirs d'oxygène liquide (100,5 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>, 37 m<sup>3</sup>)
- 1 réservoir d'azote gazeux (105 m<sup>3</sup>)
- 2 réservoirs d'azote liquide (19,9 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>)
- 2 réservoirs d'argon liquide (50 m<sup>3</sup>, 32 m<sup>3</sup>)

Les deux réservoirs de stockage d'oxygène liquide de 50 m<sup>3</sup> sont horizontaux ; les autres réservoirs sont verticaux. Selon les déclarations de l'exploitant, le site est classé SEVESO SEUIL BAS pour le stockage d'oxygène (> 200 tonnes).

**Thèmes de l'inspection : NATECH (Séisme)**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Tenue au séisme	Arrêté Préfectoral du 23/05/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réglementation séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'étude Séisme réalisée par la société MESSER, 4 équipements ont été identifiés comme Équipement Critique au Séisme (ECS). Cette qualification devra être confirmée par des études complémentaires (aléa sismique et tenue mécanique des équipements), dont les résultats sont attendus au premier trimestre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réglementation séisme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
<b>Thème(s) :</b> étude séisme
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore une étude séisme permettant de : justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ;
<b>Constats :</b> L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 15 février 2018, impose, pour les sites soumis à un aléa sismique important, la réalisation d'une étude « séisme ». C'est dans ce cadre que l'exploitant a transmis : <ol style="list-style-type: none"><li>1. le rapport APAVE du 10 juillet 2023 (Évaluation de la vulnérabilité au séisme des installations relevant du risque spécial du site de la société MESSER à Ugine)</li><li>2. le rapport SAVE du 17 juillet 2023 (Analyse sismique des équipements relevant du risque spécial sur le site MESSER d'Ugine)</li></ol> L'objectif de l'étude « séisme » est, notamment, de justifier que l'installation ne présente plus d'équipement critique au séisme (ECS) en tenant compte : <ul style="list-style-type: none"><li>• des ouvrages agresseurs potentiels (OAP) ;</li><li>• des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces (BPAP).</li></ul> Aussi peut-on considérer que l'exploitant a transmis l'ensemble des éléments prévus par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dans ses documents en référence. L'exploitant s'est appuyé notamment sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• le guide professionnel DT-106 de l'UIC (aujourd'hui France Chimie) et de l'AFPS reconnu par l'administration ;</li><li>• la liste des phénomènes dangereux figurant dans les études de dangers.</li></ul> Les ECS identifiés sont les 4 réservoirs d'oxygène (100 m <sup>3</sup> - 50 m <sup>3</sup> - 50 m <sup>3</sup> - 37 m <sup>3</sup> ). En effet en cas de rupture de confinement, les effets létaux toucheraient le bâtiment grenailage de la société Ugitech caractérisé par une occupation permanente (voir en annexe le phénomène dangereux pour le bas de 100 m <sup>3</sup> ). Les zones sans occupation humaine permanentes sont selon l'arrêté « des zones ne comptant aucun établissement recevant du public, aucun lieu d'habitation, aucun local de travail permanent, ni aucune voie de circulation routière d'un trafic supérieur à 5000 véhicules par jour et pour lesquelles des constructions nouvelles sont interdites. » Les OAP sont les réservoirs d'argon et d'azote ainsi que la colonne de distillation. Les documents transmis par l'exploitant ne prévoient pas de travaux pour renforcer ces ECS et OAP afin d'améliorer leur tenue au séisme. <b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Tenue au séisme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Protections parasismiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède, au plus tard 12 mois après la notification du présent arrêté, à la mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique de ses installations, afin qu'il n'ait plus d'équipement dont la défaillance, en cas de séisme, puisse entraîner des dangers graves sur les personnes à l'extérieur du site.
<b>Constats :</b> La société SAVE, mandatée par l'exploitant, a présenté les premiers éléments de calcul relatifs à la tenue au séisme des ECS et des OAP en considérant : <ul style="list-style-type: none"><li>• un séisme de niveau IV (le plus fort en France métropolitaine) ;</li><li>• un sol meuble (remblais avec colonnes ballastées en béton) et alluvions posés sur une roche mère) ;</li><li>• l'Eurocode (8) relatif au calcul des structures pour leur résistance au séisme.</li></ul> Les premiers éléments présentés montrent de fortes accélérations horizontales et verticales ( $a_h = 6.9 \text{ m/s}^2$ et $a_v = 3.95 \text{ m/s}^2$ ). En considérant un coefficient de comportement de 1.5, la société SAVE conclut à la non-tenue mécanique des 4 ECS et des 3 OAP. Les ECS sont ancrés dans des plots béton. Toutefois, les ancrages ne résisteraient pas à l'effort de traction combiné avec le cisaillement, provoqués par le séisme. Considérant la géométrie élancée des stockages verticaux, un effet de vague n'a pas été pris en compte. L'inspection a noté que, pour le réservoir d'argon, une vérification "visuelle" serait suffisante pour confirmer sa tenue au séisme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant, de : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Caractériser, pour la fin du mois d'avril 2025, l'aléa sismique auquel est exposé son site. L'article 14 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 prévoit que le niveau de séisme de référence est fixé :<ul style="list-style-type: none"><li>• soit de façon forfaitaire par la définition de spectres de sol dépendant de la zone sismique, de la classe de sol ;</li><li>• soit par une étude de zonage sismique locale au site d'implantation de l'installation réalisée par un organisme agréé. Cette étude locale, couplée à une étude de sol permet de caractériser précisément l'aléa sismique du site.</li></ul></li><li>2. considérer l'aléa défini plus haut pour étudier (selon le guide DT 105), au plus tard fin juin 2025, la tenue mécanique des ECS et des OAP ;</li><li>3. dans la mesure où la non-tenue serait confirmée, réaliser, pour fin 2025, une étude visant à définir les moyens de renforcement nécessaires à la suppression des ECS ainsi que l'échéancier de leur réalisation.</li></ol> Par ailleurs, l'exploitant devra s'engager à réduire le risque présenté par le stockage d'azote. La suppression de son supportage en hauteur devra être examinée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## Annexe

